

Présentation

L'objectif de cet ouvrage est de préparer les candidats aux concours administratifs à affronter les épreuves à fort contenu économique (questions à réponse courte, dissertation de culture générale¹). Il s'appuie largement sur le programme du concours externe d'entrée aux instituts régionaux d'administration (IRA), qui présente l'avantage de couvrir l'ensemble des principales questions économiques actuelles.

Dans notre ouvrage, l'accent est mis sur l'articulation entre les analyses théoriques et les faits économiques (historiques et contemporains). Les candidats doivent savoir qu'une réponse rigoureuse à un questionnaire à réponses courtes (QRC) ne peut se limiter à de simples descriptions des faits. Il importe d'argumenter en mobilisant les analyses théoriques et les constats empiriques de manière à mettre en évidence la pluralité des interprétations économiques ainsi que la portée et les limites de chaque analyse. Les candidats éviteront ainsi deux défauts importants que les jurys constatent régulièrement : les réponses plates, « journalistiques » et les développements excessivement militants.

La première partie est consacrée à la description des principaux mécanismes économiques (les comptes de la nation et le circuit économique, le fonctionnement des marchés, les mécanismes monétaires et le financement, les déterminants de la demande globale). La seconde partie aborde les grandes questions économiques contemporaines (l'inflation, le chômage, la croissance économique, le développement économique et les politiques économiques).

Chaque fiche se conclut par une rubrique « Retenir l'essentiel » qui permet de mémoriser plus facilement le cheminement de l'analyse ainsi que les relations entre les concepts importants. Des encadrés sont également présents pour approfondir certains points. On peut les laisser de côté lors

1. Les questions économiques sont en effet fréquentes dans les épreuves de culture générale qui visent à tester les connaissances des candidats en matière de politiques publiques (exemple : « Comment l'État peut-il lutter efficacement contre la pauvreté ? », concours externe des IRA, 2014).

d'une première lecture afin de ne pas alourdir l'apprentissage et y revenir lorsqu'on maîtrise les principaux éléments de la fiche.

Nous vous conseillons d'accorder une attention particulière à la définition des principaux concepts, surtout lorsqu'ils font partie du langage courant (exemples : consommation, épargne, investissement). Une bonne maîtrise du vocabulaire économique vous évitera bien des déboires en termes de délimitation thématique des sujets.

Une bibliographie indicative et quelques adresses de sites internet figurent à la fin de l'ouvrage. Ces sources constituent des ressources complémentaires indispensables pour parfaire votre préparation aux concours.

PARTIE



LES PRINCIPAUX MÉCANISMES ÉCONOMIQUES

CHAPITRE 1

Le circuit économique

Les économistes ont besoin de décrire et de quantifier les opérations économiques nouées par les agents sur une période. Cependant, il est impossible de prendre en compte la totalité de ces opérations dans leurs détails. La tâche serait insurmontable mais, surtout, les informations s'avèreraient difficiles à interpréter. Il faut procéder par agrégation de ces dernières, c'est-à-dire additionner les opérations de même nature réalisées par des agents économiques identiques.

Nous définirons donc, dans un premier temps, les principaux acteurs (ou secteurs institutionnels) identifiés par les économistes à partir de critères économiques objectifs. Dans un second temps, nous examinerons les opérations économiques prises en compte (fiche 1).

La description du circuit économique permet de traduire les interrelations entre agents et entre opérations. On ne peut saisir toutes les conséquences d'une opération économique si l'on ne prend pas en compte ses conséquences tout au long du circuit économique. Par exemple, il ne faut pas se contenter de considérer les incidences d'une baisse généralisée des salaires sur les coûts de production mais intégrer aussi l'influence qu'elle peut avoir sur la consommation et, donc, sur les débouchés des entreprises.

La comptabilité nationale enregistre dans un cadre comptable les opérations des agents au cours d'une année. Ces comptes aboutissent au calcul des agrégats de la comptabilité nationale, que nous présenterons dans la fiche 2.

Fiche I

Les opérations et les agents économiques

Section I. Les acteurs de l'économie

Dans les présentations de l'INSEE et de la comptabilité nationale, les agents économiques sont classés selon :

- **leur fonction principale** : les différents agents peuvent remplir des fonctions multiples, mais avec des intensités et des implications différentes ;
- **leurs ressources principales** : les salaires constituent, par exemple, le principal revenu des ménages mais ils perçoivent aussi des revenus de transfert, des intérêts et des dividendes (revenus des placements).

Les secteurs institutionnels : fonction et ressources principales

Secteur institutionnel	Fonction principale	Ressources principales
Sociétés et quasi-sociétés non financières	Produire des biens et services marchands non financiers	Produit des ventes
Ménages	Consommer	Revenu d'activités salariées
Institutions de crédit	Financer : collecter, transformer et répartir les disponibilités	Dépôts
Entreprises d'assurance	Assurer	Primes
Administrations publiques	Produire des services non marchands destinés à la collectivité	Versements obligatoires
Administrations privées	Produire des services pour des groupes particuliers (exemples : associations culturelles et sportives, syndicats)	Versements volontaires
Reste du monde	Opérations entre résidents et non-résidents	

Section 2. Les opérations économiques

I. La production

Selon l'INSEE, la production est « *l'activité socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir des facteurs de production s'échangeant sur le marché* ».

Cette définition appelle quelques remarques :

- on ne se désintéresse pas totalement de certaines opérations effectuées à titre personnel par les individus (le travail ménager, le bricolage) mais on ne les intègre pas dans la mesure de la production marchande. C'est une limite importante de la comptabilité nationale;
- l'expression « *s'échangeant habituellement sur le marché* » fonde la distinction entre la *production marchande* et la *production non marchande*. Cette dernière (essentiellement des services) est fournie gratuitement ou à un prix n'excédant pas la moitié du coût de production. Elle est évaluée au coût des facteurs de production;
- les facteurs de production sont les ressources économiques (non gratuites) entrant dans la fabrication d'un produit : le capital, le travail, la terre, les consommations intermédiaires.

2. La répartition

La production fournit des richesses qui sont réparties entre les individus. Étudier la répartition revient à aborder la question de la formation des revenus.

On distingue :

- la *répartition primaire*, qui rétribue la participation à la production;
- la *répartition secondaire* : elle fait intervenir l'État, qui redistribue les sommes prélevées au titre des impôts ou des cotisations sociales sous forme de transferts publics (subventions) et sociaux (prestations de Sécurité sociale et allocations familiales...).

3. La satisfaction des besoins

a) La consommation finale

Elle désigne la valeur des biens utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains (individuels ou collectifs).

b) Les besoins de la production

Pour produire, il faut utiliser et donc acquérir d'autres biens et services. À ce niveau, on distingue les consommations intermédiaires et l'investissement.

Les consommations intermédiaires

Il s'agit de la valeur des biens, services et matières premières qui entrent dans la production et sont transformés au cours du processus productif (par exemple, la farine est une consommation intermédiaire pour le boulanger mais une consommation finale pour les ménages).

L'investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF)

Ce sont les biens dont la durée de vie excède le cycle de production. Ils ne disparaissent pas et ne sont pas transformés dans ce cycle. Le volume de capital fixe augmente lorsque de nouveaux biens capitaux sont acquis : il s'agit de la formation brute de capital fixe (FBCF). En revanche, la valeur du capital diminue sous l'effet de l'usure ou de la consommation de capital fixe (amortissement).

4. Le financement des opérations

Les opérations supposent une circulation de moyens de paiement. On distingue deux grandes catégories d'opération financière.

a) Les opérations financières de contrepartie

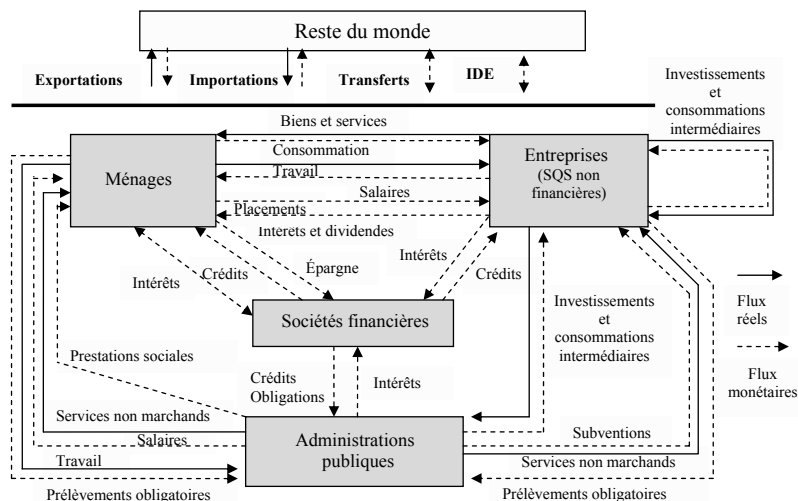
Elles correspondent à la circulation des moyens de paiement (circuit monétaire) intervenant en contrepartie d'un bien ou d'un service (circuit réel).

b) Les opérations financières (au sens strict)

Elles ne viennent pas clore une opération réelle sur biens et services : prêts et dépôts, mais aussi achats de titres financiers (obligations, actions, fonds communs de placement...). La circulation peut s'effectuer à partir d'une monnaie préexistante (dépôt d'épargne des ménages, par exemple) ou par création monétaire de la part du système bancaire.

Section 3. La représentation du circuit économique

La représentation du circuit économique indique les relations entre les agents économiques. Une lecture attentive permet de percevoir en particulier que les coûts des uns constituent les recettes des autres. Il en résulte que l'étude d'une action économique qui ne prendrait pas en compte la totalité de ces interdépendances risquerait de conduire à une représentation incomplète de la réalité et à des prévisions erronées.



IDE : investissements directs à l'étranger.

Source : d'après Stany Grelet et Olivia Montel-Dumont, in « Découverte de l'économie », Cahiers français, n° 345, juillet-août 2008.

Retenir l'essentiel

Saisir les conséquences d'un phénomène économique particulier implique de prendre en compte toutes les interactions possibles au sein du circuit économique car les coûts ou les dépenses des uns représentent les revenus des autres.

Fiche 2

Les comptes de la nation

Section I. Les agrégats de production

I. La mesure de la production

La production marchande est mesurée par la *valeur ajoutée* des activités marchandes, c'est-à-dire la différence entre le chiffre d'affaires et la somme des consommations intermédiaires.

La production non marchande des administrations ne peut pas être calculée à partir du concept de valeur ajoutée car il n'y a pas de prix de marché. Elle est donc évaluée au coût des facteurs de production.

Le calcul de la valeur ajoutée

Une entreprise produit 1 000 unités d'un produit qu'elle vend 5 euros pièce sur le marché. Pour cela, elle consomme 100 euros d'énergie, 1 000 euros de matières premières et 1 500 euros de produits semi-finis. La production de cette entreprise est mesurée par sa valeur ajoutée, soit :

$$VA = (1\,000 \times 5) - (100 + 1\,000 + 1\,500) = 2\,400 \text{ euros.}$$

2. Le produit intérieur brut

a) Le PIB

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse créée par les agents économiques sur un territoire, pour une période donnée. On peut le calculer de différentes manières.

À partir de la production

PIB = somme des VA + TVA + droits de douane – subventions

À partir de l'utilisation des biens et services

Soient C la consommation finale, I la formation brute de capital fixe (ou investissement), G les dépenses publiques courantes, ΔST la variation des stocks, X les exportations et M les importations. Il y a égalité entre les ressources et les emplois¹.

$$\text{PIB} + M = C + I + G + \Delta ST + X$$

Le produit intérieur brut et ses composants à prix courants (en milliards d'euros)

	1980	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014
PIB	444,7	1 032,8	1 439,6	1 937,3	1 996,6	2 086,9	2 116,6	2 032,3
Consommation finale des ménages	245,5	578,9	782,2	1 082,4	1 106,9	1 119,6	1 132,7	1 139,0
Consommation finale des administrations publiques	95,1	224,5	329,9	476,2	486,1	497,6	508,0	515,9
FBCF	98,3	213,1	272,0	441,1	461,6	469,1	467,9	462,5
Exportations	95,2	221,9	414,8	520,5	572,6	595,2	603,2	611,8
Importations	102,2	231,0	400,5	558,1	625,3	640,2	642,6	651,1

Source : « Les chiffres 2016 », *Alternatives économiques*, hors-série n° 106, octobre 2015.

1. Cela implique que l'égalité qui suit est une identité comptable toujours vraie. On l'appelle l'« identité fondamentale de la comptabilité nationale ».

À partir des revenus

PIB = rémunérations des salariés + impôts sur la production et les importations – subventions + excédents d'exploitation

b) PIB nominal et PIB réel

Le *PIB nominal* est exprimé en fonction des prix de la période considérée. Il ne prend pas en compte l'inflation.

Pour pouvoir comparer le PIB d'une année à l'autre, il faut tenir compte de l'inflation. C'est pourquoi on calcule le *PIB réel* en l'exprimant selon le niveau des prix d'une année de référence (année de base).

■ Exemple

En 2007, le PIB nominal en France s'élevait à 1 886,8 milliards d'euros. En 2015, il était de 2 181,1 milliards. Mais, entre-temps, les prix ont augmenté de 11,95 %. Le niveau général des prix a donc été multiplié par 1,1195 entre les deux périodes.

Le PIB réel en 2015, exprimé en fonction des prix de 2007, est donc égal à $2\,181,1/1,1195 = 1\,948,28$ milliards d'euros. Le choix d'une autre année de base conduirait bien sûr à un PIB réel différent.

c) Le PIB par habitant ou la prise en compte de la taille de la population

Les valeurs du PIB de deux pays de tailles très différentes ne permettent pas de comparer le niveau de vie moyen de leur population. Il est préférable d'avoir recours au PIB par habitant, c'est-à-dire de diviser le PIB par la population totale².

d) La parité des pouvoirs d'achat ou la prise en compte des taux de change

Il est impossible de comparer les PIB de deux pays s'ils sont exprimés en monnaie nationale. Il faut tenir compte des taux de change. Cependant, ces derniers sont très fluctuants et, surtout, ils reflètent rarement le pouvoir d'achat des monnaies : un euro en France n'a pas le même pouvoir d'achat

2. On peut également utiliser le revenu national par habitant.

qu'un euro dépensé en Chine. Il faut donc convertir les PIB en tenant compte du taux de change de *parité de pouvoir d'achat (PPA)*, c'est-à-dire du taux de change qui permet d'acheter la même quantité de biens dans les deux pays avec une certaine quantité de monnaie.

Comparaison des PIB (en milliards de dollars) et des PIB par habitant (dollars en PPA), en 2014

	France	Zone euro	États-Unis	Afrique subsaharienne	Amérique latine	Asie du Sud	Asie de l'Est et Pacifique
PIB	2 829,2	13 402,7	17 419,0	1 728,3	6 298,4	2 607,9	12 571,3
PIB/hab.	38 847,5	38 693,8	54 629,5	3 568,6	15 533,8	5 312,8	11 879,6

Source : Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2015 (<http://databank.worldbank.org>).

Section 2. Les agrégats de revenus

1. Le revenu national brut

Les revenus issus du PIB en France ne sont pas tous dépensés dans le pays. En revanche, des revenus distribués à l'étranger sont transférés en France. C'est pourquoi on calcule le revenu national brut.

Revenu national brut = PIB + (transferts des Français résidant à l'étranger – transferts des étrangers résidant en France)

2. Le partage de la valeur ajoutée

La répartition de la valeur ajoutée

